

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

Le Plan intégral d'action est une stratégie intégrée de lutte mondiale contre l'épidémie de VIH-sida chez toutes les femmes et les filles, y compris les femmes transsexuelles. Cette stratégie exige l'appui financier, le soutien et l'action continue de tous les intervenants

LOIS, ÉTHIQUE ET DROITS DE LA PERSONNE :

Les lois de nombreux pays reconnaissent peu de droits aux femmes et aux filles, voire aucun. Dans les autres pays, ces droits sont violés quotidiennement.

La colonisation et d'autres événements historiques nous ont laissé en héritage un racisme systémique et la violation des droits des peuples autochtones au Canada (Premières Nations, Métis et Inuits) et dans le monde entier. Cet état de chose a eu une incidence marquée sur la vulnérabilité au VIH, surtout chez les femmes et les filles.

NOUS EXIGEONS :

- Que les gouvernements du monde entier adoptent sans délai des lois interdisant la violation des droits des femmes et des filles, y compris de celles en établissement. Qu'ils assurent également la rédaction et le respect sensé de lois, de politiques et de pratiques qui offrent à toutes les femmes et les filles la même protection contre la violation de leurs droits fondamentaux.
- Que les gouvernements du monde entier s'allient pour appuyer la création d'organismes de protection des droits des femmes et des filles, et leur donner le pouvoir de remplir leur mandat.
- Que tous les décideurs publics du Canada et du monde entier s'emploient urgemment à mettre fin aux effets pervers de la colonisation et du racisme, qui favorisent la propagation du VIH chez les peuples autochtones.
- Que le gouvernement canadien et les gouvernements du monde entier dépénalisent immédiatement le travail du sexe et la prostitution.

Il existe un lien de causalité direct entre la violence faite aux femmes et aux filles, et leur vulnérabilité au VIH-sida.

NOUS EXIGEONS :

- Que tous les gouvernements adoptent et fassent respecter rigoureusement des lois, des politiques et des pratiques interdisant la violence faite aux femmes, aux filles et à leurs proches. Que les agences chargées de l'application de ces mesures adhèrent au principe de la tolérance zéro.

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

RECHERCHE :

En pratique, les femmes et les filles qui appartiennent à des groupes ethnoculturels ou qui ont un vécu particulier sont exclues de l'élaboration des programmes de recherche sur le VIH-sida et des processus décisionnels.

NOUS EXIGEONS :

- Que soit élaboré un programme intégré de recherche sur le VIH-sida qui porte sur la santé de toutes les femmes et filles, peu importe leur appartenance et leur vécu, afin de répondre à des questions précises sur la prévention, le diagnostic, les soins, les traitements et le soutien. L'élaboration de ce programme reviendra aux chercheurs, aux bailleurs de fonds, aux femmes et filles séropositives, aux établissements de recherche, aux organismes de coordination de la recherche et aux autres parties intéressées.
- Que les femmes et les filles de tous les milieux participent aux programmes de recherche sur le VIH-sida, et que leur représentation reflète la mesure dans laquelle leur groupe est affecté par l'épidémie.
- Que les femmes et les filles participent à la réalisation et à la direction de tous les projets de recherche.
- Que tous les projets de recherche soient réalisés de façon éthique et dans le respect de principes culturels précis. Que des représentantes séropositives des populations cibles siègent à tous les comités de déontologie.

L'inégalité historique, socioéconomique et culturelle des femmes et des filles les empêche de contrôler les méthodes de recherche sur le VIH-sida.

NOUS EXIGEONS :

- Que soient mises au point des méthodes de prévention du VIH-sida (dont les microbicides) maîtrisées par les femmes et les filles, et que ces travaux de recherche et développement comprennent une stratégie qui assure l'accès abordable, universel et illimité à ces méthodes.

STIGMATISATION ET DISCRIMINATION :

La stigmatisation et la discrimination sont omniprésentes dans la vie des femmes et des filles séropositives, et prennent des proportions encore plus alarmantes lorsqu'elles sont conjuguées, entre autres, au racisme, au sexisme, au classisme et à la pauvreté. Ces préjugés contribuent à la propagation du VIH à l'échelle de la planète.

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

NOUS EXIGEONS :

- Que les gouvernements du monde entier mènent des campagnes de sensibilisation et d'information pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination dont font l'objet les femmes et les filles vivant avec le VIH-sida.
- Que le VIH-sida soit intégré à tous les programmes d'études qui relèvent de la compétence des gouvernements et des établissements d'enseignement.
- Que les entreprises adoptent, maintiennent et assurent le respect rigoureux de politiques interdisant la discrimination à l'endroit des travailleurs séropositifs ou de ceux dont un proche est séropositif. Qu'elles sensibilisent leurs employés au VIH-sida et les renseignent sur le sujet de façon continue.
- Que tous les décideurs gouvernementaux du Canada reconnaissent publiquement le lien de causalité direct entre, d'une part, la colonisation, la stigmatisation et la discrimination et, d'autre part, la vulnérabilité des femmes et des filles autochtones au VIH-sida. Que ces décideurs remédient à la situation en fournissant aux Premières Nations, aux Métis et aux Inuits les outils dont ils ont besoin pour trouver des solutions appropriées.

DIAGNOSTIC ET TRAITEMENTS :

Certaines femmes et filles n'ont pas accès au test de dépistage, les médecins le refusent à d'autres, l'état de plusieurs d'entre elles est sous-diagnostiqué, et d'autres encore obtiennent trop tard leur diagnostic pour pouvoir bénéficier d'une intervention précoce. Ces problèmes sont aggravés par le racisme, la misogynie, le classisme et d'autres formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles.

NOUS EXIGEONS :

- Que les femmes et les filles victimes de violence et leurs proches soient protégés par des lois, des politiques et des pratiques à la mesure de leurs besoins.
- Qu'il existe des centres de dépistage offrant des services adaptés aux réalités culturelles et linguistiques des femmes et des filles, et que ces services soient fournis par des travailleurs qui maîtrisent les protocoles de dépistage du VIH (counselling complet avant et après le test, consentement volontaire, décision éclairée).
- Que les autorités adoptent des lois et des politiques interdisant le dépistage obligatoire du VIH chez toutes les femmes et les filles, y compris celles qui sont enceintes.
- Que la formation professionnelle de tous les intervenants en santé comprenne un volet obligatoire sur les femmes, les filles et le VIH-sida.

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

Les femmes et les filles n'ont pas accès aux traitements nécessaires, ce qui entraîne chez elles une progression rapide de la maladie et mène à un décès prématuré. Elles n'ont souvent pas accès à l'information pertinente sur les traitements, et cette information est rarement adaptée à leurs problèmes de santé. L'emplacement géographique, l'isolement social ou physique, le racisme, le sexisme, la pauvreté et le classisme ne font qu'aggraver la situation. Les traitements disponibles sont généralement mis au point pour les hommes et ne répondent pas aux besoins des femmes ni à ceux des filles.

NOUS EXIGEONS :

- Que les gouvernements, les établissements et les autres intervenants en santé offrent des programmes qui permettent aux femmes et aux filles d'accéder confidentiellement à des traitements et à de l'information sur les traitements dans un contexte respectueux de leur identité culturelle et linguistique.
- Que les autorités réglementaires exigent, comme condition de commercialisation des médicaments et d'inclusion dans les formulaires des régimes universels d'assurance-maladie, que les compagnies pharmaceutiques et les chercheurs déterminent si leurs produits agissent de la même façon sur les hommes et sur les femmes et, dans le cas contraire, qu'ils décrivent les effets distincts observés chez ces deux groupes.

Le nombre de femmes et de filles qui ont accès aux traitements nécessaires n'est pas proportionnel au nombre de femmes et de filles touchées par le VIH-sida.

NOUS EXIGEONS :

- Que tous les intervenants, dont les gouvernements, les compagnies pharmaceutiques, les femmes et les filles vivant avec le VIH-sida et les fournisseurs de soins de santé, fassent en sorte que la proportion de femmes et de filles qui ont accès aux traitements reflète la proportion de femmes et de filles séropositives.

ÉDUCATION PRÉVENTIVE :

Les stratégies d'éducation préventive sont reléguées au second plan, ne sont pas suffisamment financées, sont mal mises en œuvre, et ne correspondent pas à la réalité des femmes et des filles.

NOUS EXIGEONS :

- Que soient mis en œuvre des programmes d'éducation préventive qui reflètent la réalité linguistique et culturelle des femmes et des filles, et qui comprennent un volet sur la santé sexuelle et génésique. Ces programmes devront être conçus par les gouvernements du monde entier en consultation étroite avec les femmes et les filles touchées par le VIH-sida, ainsi qu'avec tous les autres intervenants compétents.

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

- Qu'on adopte un plan qui permettra un accès illimité, abordable et, dans certains cas, gratuit aux microbicides lorsqu'on aura prouvé leur innocuité et leur efficacité.

Les femmes et les filles vivant avec le VIH-sida sont souvent la cible de violence à cause de leur séropositivité.

NOUS EXIGEONS :

- Que les femmes et les filles victimes de violence et leurs proches aient accès à des services permanents qui reflètent leur réalité linguistique et culturelle.

La longue et brutale colonisation des peuples autochtones au Canada et ailleurs dans le monde a favorisé la propagation du VIH dans toutes les communautés autochtones, qu'elles soient urbaines, rurales ou isolées. Cet héritage compromet l'accès de ces peuples aux programmes d'éducation préventive. La vulnérabilité au VIH et le manque d'accès aux traitements pèsent encore plus pour les femmes et les filles autochtones, qui ont été particulièrement marquées par cet héritage.

NOUS EXIGEONS :

- Que les décideurs canadiens appuient sans réserve l'élaboration de stratégies et de programmes d'éducation préventive à l'intention des Premières Nations, des Métis et des Inuits. Que ces programmes et stratégies soient élaborés par les peuples autochtones avec les ressources et l'aide financière de tous les paliers de gouvernement.

SOINS ET SOUTIEN :

Les femmes et les filles séropositives ont des obligations familiales très lourdes qui contribuent à la détérioration de leur état de santé et les empêchent de se soigner convenablement.

NOUS EXIGEONS :

- Que les gouvernements, les établissements de soins de santé, les fournisseurs de service, les femmes et les filles séropositives, et les autres intervenants concernés élaborent des modèles utiles de fourniture de soins et de soutien qui s'attaquent aux problèmes inhérents à la multiplicité des rôles que doivent jouer les femmes et les filles.

LE VIH ET LES FEMMES ET LES FILLES

Les femmes et les filles séropositives sont aux prises avec la pénurie de logements abordables, le manque d'instruction, le chômage ou le sous-emploi, l'absence de formation et d'autres déterminants sociaux qui réduisent considérablement leur qualité de vie.

NOUS EXIGEONS :

- Que les décideurs publics et privés trouvent des solutions intégrées et respectueuses des différences au problème de l'inégalité des femmes et des filles sur le plan des déterminants sociaux de la santé.

:: ENFIN, NOUS EXIGEONS ::

NOUS EXIGEONS :

- Que toutes les interventions soient assorties de ressources financières et humaines adéquates et permanentes, tiennent compte des réalités culturelles et linguistiques, et favorisent la participation active des femmes et des filles séropositives à leur élaboration et à la prise de décision.



Pour plus d'information communiquez avec :

Jes Smith

Coordonnatrice du projet

Plan intégral d'action sur le VIH, les femmes et les filles

jess@cdnaids.ca

(613) 230-3580 poste 129

Le 8 mars 2006